

Malgré une disponibilité des produits agricoles

Les prix des légumes et fruits s'affolent dans les marchés

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5228 - Dimanche 22 novembre 2020 - Prix : 10 DA

Epidémie

1019 contaminations et 19 décès en 24 heures

Page 2



Etablissements industriels relevant de la Direction des fabrications militaires

Chanegriha appelle à respecter strictement les mesures préventives

Page 3

Le nouveau président que les Etats-Unis donnent au Moyen-Orient

Par Mohamed Habili

Si pour les monarchies du Golfe, l'Arabie saoudite en tête, le pire des présidents que les Etats-Unis aient donné à la fois au monde et à eux-mêmes, c'est Barack Obama, qui au lieu d'attaquer l'Iran, pour son programme nucléaire notamment mais pas seulement, a passé un accord avec lui tout en y associant les autres grandes puissances, pour l'Iran en revanche ce titre revient incontestablement à Donald Trump, qu'il a en conséquence hâte de voir quitter la Maison-Blanche. Pour l'Iran tout vaut mieux qu'un deuxième mandat au profit de Trump, quelque chose qui heureusement pour lui ne semble pas devoir se produire. A noter cependant que les monarchies du Golfe n'étaient pas les seules au Moyen-Orient à porter un jugement aussi négatif sur Obama, puisqu'Israël était du même avis qu'elles, même s'il avait fait preuve de plus de discrétion à ce sujet. Encore qu'il soit arrivé à son Premier ministre de manquer à une ou deux occasions d'égard à celui qui tout de même était le président des Etats-Unis, à ce titre la puissance garante de l'existence même d'Israël. Qu'en sera-t-il de Joe Biden, si bien sûr aucune complication majeure ne vient l'empêcher de prendre ses fonctions le 20 janvier prochain, compte tenu du fait qu'il ne peut être bien jugé à la fois par l'Iran et par les ennemis de l'Iran ?

Suite en page 3

Hausse des cas de coronavirus

Djerad : pas question de fermer les écoles



PH/D. R.

En dépit de la hausse des cas positifs au Covid-19 à travers tout le territoire national, l'école ne doit pas être fermée et les élèves continueront à suivre leurs cours. Page 2

Regards Macron et sa «transition»

Manœuvre et indécatesse ?

Page 2

Ammar Belhimer, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement

Un programme d'action pour la révision des cadres juridiques

Page 16

Hausse des cas de coronavirus

Djerad : pas question de fermer les écoles

■ En dépit de la hausse des cas positifs au Covid-19 à travers tout le territoire national, l'école ne doit pas être fermée et les élèves continueront à suivre leurs cours.

Par Louisa Ait Ramdane

En marge du coup d'envoi de la campagne de reboisement, donné hier à Tipaza, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a exclu la possibilité d'un recours à la fermeture des écoles en raison de la propagation du virus et les différents appels des syndicats et associations de parents d'élèves. «Pourquoi doit-on fermer les écoles ? Y a-t-il un pays au monde qui a fermé ses écoles ?», a-t-il demandé. Il arguera du fait que les statistiques «ne sont pas alarmantes pour aller jusqu'à la fermeture des écoles».

Réitérant son appel à la famille éducative, aux parents d'élèves et aux syndicats à l'impérative mobilisation pour le strict respect des mesures de prévention contre le Covid-19, il a indiqué qu'«à l'instar des autres pays du monde, nous sommes en pleine guerre et le respect strict du protocole de prévention est l'unique solution à même de faire face au Covid-19 et de juguler sa propagation». Cependant, il a rassuré que «dans l'éventualité où des cas positifs sont enregistrés dans les écoles, chaque cas sera traité séparément».

Néanmoins, il a assuré que «s'il y a un problème quelconque sur ce plan, nous prendrons immédiatement les mesures qui s'imposent tout en veillant à l'intérêt de nos enfants». Le Premier ministre a insisté, par ailleurs, sur la nécessité de l'application stricte du protocole sanitaire en vigueur.

Se voulant rassurant sur la situation sanitaire en Algérie, il a déclaré : «On peut dire que la situation est stable en Algérie par rapport aux taux enregistrés de par le monde. Mais, il faut, en même temps, éviter tout relâchement et ne pas sous-estimer la gravité et la dangerosité de ce virus».

Des contacts avec plusieurs laboratoires



pour acquérir le vaccin

Concernant le vaccin anti-Covid, Djerad a tenu à rappeler que «l'Algérie établit actuellement des contacts avec plusieurs laboratoires pour acquérir le vaccin attendu contre le nouveau coronavirus», précisant que «tous les scientifiques, les médecins et les compétences algériennes reconnues à l'échelle mondiale, sont associés à ces négociations pour s'assurer que l'utilisation de ce vaccin n'engendrera aucune complication sur la santé». «Toutes les instructions, orientations et recommandations préconisent la vigilance et la prudence avant l'utilisation d'un quelconque vaccin pour s'assurer de son innocuité et son efficacité», a-t-il rassuré.

Indemnisation des victimes des feux de forêt avant le 15 décembre

Les citoyens ayant subi des pertes matérielles lors des incendies de forêt déclenchés dans

la nuit du 6 au 7 novembre 2020 seront indemnisés, a affirmé Abdelaziz Djerad, appelant ainsi les services concernés à accélérer les procédures. Il a indiqué que ces aides interviendront au plus tard le 15 décembre prochain. Les concernés seront indemnisés matériellement ou financièrement, qu'il s'agisse des agriculteurs ayant perdu du bétail ou des citoyens dont les habitations ont été endommagées. Les familles des deux personnes décédées lors de ces incendies seront également indemnisées. «Il est impératif de procéder à l'indemnisation des agriculteurs sinistrés dans un délai n'excédant pas le 15 décembre prochain», a-t-il dit, insistant sur l'allègement des procédures administratives à cet effet. Il a également mis en avant l'impératif de se mobiliser aux côtés des victimes des incendies de forêt, précisant qu'il s'agit d'aider «moralement et financièrement» ceux qui ont perdu leur foyer et leurs troupeaux en raison du sinistre.

A noter que la wilaya de

Tipasa a été la plus touchée dernièrement par des incendies de forêt, avec des pertes estimées à 3 800 hectares, dont 820 hectares lors de la nuit du 6 au 7 novembre dernier ayant fait deux morts.

Le Premier ministre a donné le coup d'envoi de la campagne nationale de reboisement sous le slogan «Qu'il le plante». Djerad a qualifié la journée nationale de l'arbre de «journée particulière», au vu des pertes importantes occasionnées dernièrement aux forêts, rappelant que les enquêtes ont démontré l'acte criminel avec la complicité de parties hostiles résidant à

l'étranger.

«La forêt est une richesse nationale qui constituait jadis un rempart contre le colonisateur qui l'avait submergé de napalm», a soutenu Djerad, ajoutant que les ennemis d'aujourd'hui ont voulu attenter aux forêts à travers des opérations préméditées, mais notre réponse sera pacifique en procédant au reboisement. Enfin, Djerad a exprimé le souhait de voir «chaque Algérien planter un arbre, symbole de vie, là où il se trouve, dans son quartier, dans sa région, dans les écoles...».

L. A. R.

Epidémie

1019 contaminations et 19 décès en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 19 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, quatre cas de plus qu'hier (15), portant à 2 258 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 1019 cas, soit 84 cas de moins par rapport au bilan d'hier (1103), pour atteindre au total 73 774 cas confirmés.

R. N.

Regards

Par Mourad Hadjersi

Encore une fois, Emmanuel Macron aurait raté l'occasion d'éviter de créer la polémique. Les propos du Président français rapportés par le magazine «Jeune Afrique» ce vendredi, à propos de l'Algérie d'une manière générale et du Président Abdelmadjid Tebboune, ont surpris l'opinion publique nationale par leur audace et surtout leur indélicatesse.

De prime abord, il y a ce manquement flagrant à l'éthique diplomatique qui impose à un partenaire étranger une certaine retenue, notamment quand le pays concerné vit un contexte politique délicat et de surcroît dans l'attente d'un retour de son Président malade, avec tout le corollaire des inquiétudes que ce genre de situations produisent. Tout

porte à croire que le timing a été bien choisi, et même le support médiatique, quand on connaît les procédures de l'organisation d'une interview d'un chef d'Etat, l'intervention vient quelques jours ou peut-être quelques heures avant un retour qu'on dit imminent du Président algérien de sa convalescence, et le magazine choisi comme courroie de transmission pour écarter tout soupçon d'une recette médiatique franco-française.

Il y a ensuite les propos choisis par le chef de l'Etat français qui froissent, des propos qui ne peuvent en aucun cas être formulés sans une élaboration préalable à des fins précises. Dire vouloir aider le Président algérien dans la gestion d'une «transition» alors que les Algériens ont oublié ce terme depuis l'année dernière,

et peut-on parler d'ailleurs d'une transition quand le Président aux commandes a été élu selon le suffrage universel ? A ce niveau de responsabilité, il n'y a pas de place au hasard ni à la spontanéité, le terme «transition» a été bien choisi pour qualifier une situation qui ne relève pas du passé mais du présent ou surtout du futur. Dans le cas où le chef de l'Etat français évoque le «présent» en qualifiant le mandat du Président algérien de transition, nous sommes devant une appréciation d'une situation politique interne d'un pays souverain et seuls ses citoyens et leurs décideurs sont éligibles à avancer ce type de jugement, et de fait, Macron glisse dans la maladresse avec un zeste d'ingérence que seul un politique européen dont les idées sont imbibées de l'esprit de la «Conférence de

Berlin» qui date du dix-neuvième siècle en est capable. En fait, et loin d'être naïf, le Président français est plutôt dans l'anticipation et tente de manœuvrer pour protéger les intérêts de son pays et pourquoi pas peser sur les évolutions politiques que peut connaître notre pays dans le court terme : il ne sait rien et il sonde, ou il sait peu et il joue ou il sait tout et il manœuvre.

Quant aux amabilités affichées et inhérentes à une soi-disant amitié qui le lie avec le Président algérien, les us et coutumes imposent une certaine retenue, on ne parle pas des affaires internes du foyer de son ami quand ce dernier est absent s'il est réellement ce qu'on prétend. L'élégance a fait défaut du côté de l'Élysée cette semaine.

M. H.

Macron et sa «transition» Manœuvre et indélicatesse ?

Malgré une disponibilité des produits agricoles

Les prix des légumes et fruits s'affolent dans les marchés

■ Bien qu'il y ait une disponibilité des produits agricoles et une relative stabilité de la demande, sauf sur les agrumes, les prix des légumes mais surtout ceux des fruits restent assez élevés. Les oranges, qui connaissent une grande demande, sont affichées à pas moins de 250 DA.

Par Thininine Khouchi

Une virée dans les marchés couverts de la wilaya d'Alger et les commerçants ambulants est suffisante pour constater une augmentation des prix des produits agricoles. En effet, la laitue est cédée à 120 DA le kilo, la tomate à 120 DA, les poivrons à 140 DA, les courgettes entre 100 et 130 DA, la carotte entre 80 DA et 100 DA, l'artichaut à 200 DA, les navets à 80 DA, la pomme de terre entre 45 et 50 DA, les oignons à 65 DA et l'ail entre 700 et 800 DA. Le fenouil est à 170 DA, le concombre entre 90 et 120 DA. Le citron, quant à lui, n'a pas chuté du seuil des 250 DA, voire 300 DA le kilo. S'agissant des prix des fruits, eux aussi ont enregistré une hausse. En effet, la banane est cédée entre 190 et 250 DA, les poires entre 350 et 400 DA, les pommes entre 200 et 400 DA, les oranges qui sont très demandées en cette période car efficaces pour lutter contre la grippe saisonnière, sont proposées à pas moins de 250 DA le kilo. Les



Ph/E. Soraya/J.A.

mandarines, quant à elles, sont entre 300 et 350 DA. Cette hausse des prix n'est pas justifiable car une disponibilité des produits agricoles est constatée dans les différents marchés. Selon Meriem, mère de trois enfants, «les prix sont vraiment élevés, notamment ceux des fruits». Elle ajoute : «Je voulais

acheter des oranges car ma fille a une petite grippe, mais vu le prix je vais attendre que ça descende». «Chaque jour il y a de nouveaux prix. C'est comme ça depuis des années et ça ne risque pas de changer et bien sûr c'est le consommateur qui encaisse», nous dira un père de famille rencontré devant un mar-

chand de légumes. Pour les commerçants de Clauzel, les prix sont «normaux», même abordables pour certains. «Les prix sont abordables car ce sont des produits de bonne qualité», nous dira Malek, vendeur de bananes. «C'est la qualité du produit qui impose le prix». Du côté des viandes, on observe une certaine cherté aussi. En effet, la viande bovine est proposée à pas moins de 1 450 DA le kg, pour la viande ovine c'est plus de 1 600 DA et les merguez entre 900 et 1 000 DA le kg. Le prix du poulet, lui, est entre 310 et 340 DA, tandis que le sardine ne descend pas des 550 et 600 DA le kg. Pour Réda Medjber, mandataire et membre de l'Association nationale des mandataires, les produits agricoles peinent à être écoulés sur le marché. Selon lui, les marchés couverts sont insuffisants et l'Etat devrait penser à instaurer les marchés parisiens dans les quartiers. Cela pourrait, selon notre interlocuteur, rapprocher le produit du consommateur, éviter ainsi la spéculation et réduire la chaîne interminable des intermédiaires. T. K.

Etablissements industriels relevant de la Direction des fabrications militaires Chanegriha appelle à respecter strictement les mesures préventives

Le général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a évoqué, hier, l'épidémie de coronavirus lors d'une réunion de travail avec les directeurs généraux des établissements industriels relevant de la Direction des fabrications militaires. M. Chanegriha a exhorté l'ensemble des responsables à consentir davantage d'efforts pour améliorer le rendement de nos établissements des fabrications militaires, plus particulièrement dans ces circonstances que traverse notre pays, à l'instar des autres pays du monde, à cause de la propagation de la pandémie de coronavirus.

«Nous voilà aujourd'hui le 21 novembre, après plus de neuf mois depuis l'apparition du premier cas testé positif au coronavirus dans notre pays, et nous déplorons encore tous les jours des chiffres élevés de cas de contamination par ce virus», a-t-il indiqué, ajoutant que cela «exige de nous tous de respecter strictement les mesures préventives pour faire face à cette pandémie mortelle, sans pour autant compromettre nos missions et nos devoirs, notamment au niveau des établissements industriels que vous dirigez et qui emploient un nombre important de fonctionnaires et d'ouvriers civils assimilés, dont la présence quotidienne, pour accomplir leurs mis-

sions, exige de respecter scrupuleusement les consignes appliquées dans de telles circonstances exceptionnelles». Le général de corps d'Armée, qui s'exprimait au siège de l'état-major de l'Armée, a aussi indiqué que parmi les objectifs dont il tient toujours à souligner la nécessité, «l'impératif d'améliorer en permanence les connaissances et les savoir-faire des cadres et personnels, de travailler sans répit et avec dévouement pour préserver ces acquis inestimables, ainsi que de contribuer avec efficacité à la montée en puissance continue de nos industries militaires».

Dans son allocution, M. Chanegriha a mis l'accent sur la grande importance qu'accorde le haut Commandement de l'ANP «au secteur des industries militaires dans notre pays, que ce soit pour la fabrication des armes et des munitions, des industries mécaniques et des véhicules militaires, ou pour l'habillement et les divers effets militaires, ce qui constitue une autre composante du travail sérieux sur le terrain, qui repose sur une vision prospective et de long terme».

Comme il a expliqué que «nous devons, au sein de l'Armée nationale populaire, élargir le cercle d'intérêt des fabrications militaires pour subvenir non seulement aux besoins de l'Armée,



des autres corps constitués et du marché local, mais aussi pour accéder aux marchés régionaux, voire même au marché international, et de réfléchir sérieusement à exporter nos produits, qui doivent être de qualité et répondre aux normes internationales dans ce domaine», et ce, «en sus de l'instauration de la transparence et des méthodes de gestion des plus évolués, ainsi que de l'élévation du taux d'intégration, à même de nous permettre de faire concurrence aux autres produits en ce qui concerne la qualité et les prix, sur la base du coût raisonnable des matières premières et d'une main-d'œuvre qualifiée, disponibles localement».

Le général de corps d'Armée a souligné, par ailleurs, que

«c'est à ce titre que nous tenons à faire une évaluation, en toute objectivité et impartialité, des étapes franchies dans ce domaine, car nous pensons que malgré notre valorisation des réalisations concrétisées jusque-là dans ce domaine important, nous croyons que nous pouvons en concrétiser davantage, si l'on procède à un emploi judicieux et optimal des potentiels humains dont dispose la Direction des fabrications militaires, et si les établissements industriels arrivent à faire bon usage des moyens et équipements en dotation, et c'est uniquement de cette manière qu'on atteindra assurément leurs objectifs escomptés».

Aomar Fekrache

LA QUESTION DU JOUR

Le nouveau président que les Etats-Unis donnent au Moyen-Orient

Suite de la page une

Si il est non pas sans doute dans les meilleurs termes avec ce dernier, mais du moins pas aussi hostile à son égard que l'a été Trump, qui aura tout fait sauf la guerre pour le faire plier, alors les monarchies du Golfe et Israël, qui désormais forment un seul camp, verront en lui un autre Obama, c'est-à-dire ce qu'il y a de pire à leurs yeux venant de la part des Etats-Unis. Pour les Iraniens, la défaite de Trump, c'est bien ce qui soit leur arrivé de meilleur depuis le retrait des Etats-Unis de l'accord de Vienne en mai 2018. Bien que vaincu à la présidentielle de novembre, et désormais plus qu'à quelques semaines de son départ, Trump formait encore le projet d'attaquer une de leurs installations nucléaires, Biden ayant fait remarquer que jamais l'Iran n'avait été aussi près de la bombe que sous sa présidence. S'il n'était pas passé à l'acte, c'est juste parce que le conseil de guerre qu'il avait réuni dans cette perspective lui avait fortement déconseillé une entreprise de ce genre vu l'incertitude caractérisant sa propre situation à la tête des Etats-Unis. On voit mal dans ces conditions ce qui aurait pu empêcher une nouvelle guerre du Golfe d'éclater s'il avait pu obtenir un deuxième mandat. Ce serait pourtant aller vite en besogne que de se montrer dès à présent certain que cette guerre ne se produirait pas, puisque en quelque sorte sa première condition, la réélection de Trump, ne semble pas devoir être satisfaite. Car même dans le cas où son successeur n'aurait de rien plus pressé à faire que de revenir à l'accord de 2015, on ne peut exclure que les partisans d'une guerre avec l'Iran ne parviennent à rendre celle-ci inévitable, en la provoquant par exemple. Or même s'ils ne font rien de tel, et qu'ils laissent le nouveau président américain agir sur ce dossier comme il l'entend, il est peu probable que celui-ci n'exige rien de l'Iran en contrepartie du retour de son pays à l'accord en question. Il n'est pas dit que l'Iran accepte de nouvelles conditions, ou que son gouvernement soit en mesure de les imposer à l'ensemble de son opinion.

M. H.

Oran/Initiatives

Début des représentations du premier théâtre privé «Enamla» dès la fin du confinement

Le premier théâtre privé «Enamla» (La fourmi) d'Oran débutera ses représentations théâtrales et culturelles dès la levée du confinement instauré pour lutter contre la pandémie de coronavirus, a-t-on appris de son propriétaire.

Par Hocine G.

Le théâtre privé entame ses activités culturelles, en veilleuse à cause de la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, directement après la levée du confinement, a déclaré à l'APS Mohamed Affane, investisseur local dans le domaine du tourisme, qui a réussi sa première expérience alliant hôtellerie et culture, un nouveau concept dans le secteur des services du domaine touristique.

Le théâtre «La fourmi», d'une capacité de 120 places, vient pallier un manque dans le domaine théâtral à Oran, qui regorge de talents, a souligné Mohamed Affane. A noter que la ville d'Oran ne dispose que d'un seul théâtre régional, en l'occurrence le théâtre «Abdelkader-Alloula».

Le projet s'est concrétisé en l'espace de quatre mois, avec l'objectif principal de contribuer au développement du champ culturel en Algérie dans le cadre du mécénat, à l'émergence de jeunes talents et leur formation dans les domaines théâtral et culturel, a-t-il indiqué, faisant part de sa disponibilité pour l'accompagnement technique des investisseurs désirant réaliser des théâtres ou des espaces cultu-



PH/D. R.

rels, afin de généraliser l'expérience dans d'autres villes.

Le théâtre «La fourmi» sera ouvert aux amateurs et amoureux de la culture dans ses différentes expressions et de tout le pays. Il se veut un espace d'échange d'idées entre différents artistes et intellectuels, dont la vocation est d'enrichir l'acte culturel à Oran. Cet espace est prêt à accueillir des représentations cinématographiques et culturelles, ainsi que des rencontres littéraires suivies de débats et d'autres activités culturelles, selon son initiateur.

A ce propos, M. Affane a indiqué que le théâtre «La fourmi», situé près de son complexe touristique (Oran Est), possède un programme d'activités très riche pour une période de trois mois.

La concrétisation de ce théâtre par des entreprises algériennes représente un «grand défi», à cause notamment de la situation sanitaire causée par le Covid-19, a expliqué, pour sa part, l'architecte du projet.

L'édifice culturel dispose d'équipements techniques et

artistiques modernes et conformes à ce type d'espace, a-t-il assuré, ajoutant que la scène s'étend sur 30 m² sur un fond noir, convenant autant aux représentations classiques que modernes.

L'équipe de réalisation a insisté sur sa concrétisation avec une technique unique, a fait savoir Youcef Fernane.

D'autre part, une autre aile a été ajoutée à l'édifice, à savoir un café littéraire, dont les murs sont décorés de photos de célèbres artistes, dramaturges, écrivains et intellectuels algériens, a-t-il ajouté, soulignant que le théâtre «La fourmi», qui est une action d'entreprise citoyenne, compte également ouvrir fin décembre prochain une académie de musique et une école de danse destinées aux jeunes.

Oran/Covid-19 : plus de 700 artistes bénéficient de l'allocation de 30 000 DA

Pas moins de 715 artistes de la wilaya d'Oran ont bénéficié de

la prime de solidarité de 30 000 DA octroyée à cette frange professionnelle impactée par la pandémie de Covid-19, a-t-on appris auprès de la direction de la Culture.

715 artistes ont reçu les trois tranches de cette aide d'un total de 30 000 DA, a indiqué le chef de service des activités culturelles, Nouri Mekhissi.

La première liste des bénéficiaires comprend 254 artistes, la seconde 213 et la troisième 80, alors que la quatrième a concerné 87 artistes et la cinquième 81 autres, a fait savoir M. Mekhissi.

Précisant que les artistes bénéficiaires de cette aide activent dans différents genres artistiques, il a ajouté qu'elle a aussi concerné les techniciens activant dans les domaines culturels.

L'inscription des artistes a été lancée en juin dernier sur la plateforme électronique mise en place par la direction précitée pour éviter le déplacement des personnes concernées, afin de prévenir la propagation du Covid-19, a-t-on rappelé.

L'opération d'inscription est

suspendue conformément à une instruction du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales fixant la date limite de réception des dossiers au 25 août dernier, a-t-on noté.

Le nombre d'inscrits pour bénéficier de cette aide a atteint plus de 1 000, mais seuls environ 300 demandeurs ont été satisfaits, le reste n'étant pas issu de la wilaya d'Oran et ont donc été dirigés vers les directions de la culture de leur wilaya.

D'autres dossiers ont été rejetés pour non fourniture des documents prouvant l'exercice d'une activité culturelle ou une carte d'artiste, a-t-on indiqué.

Tout artiste qui dispose d'une carte d'artiste, d'une carte de l'Office national des droits d'auteur (Onda) ou de certificats d'institutions publiques activant dans le domaine culturel, ainsi que des grands artistes célèbres sur la scène nationale, ont bénéficié de cette aide, a-t-on souligné.

H. G.

Depuis hier après-midi Des pluies sous forme d'averses orageuses sur les wilayas de l'Est

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses accompagnées localement de chutes de grêle, affectent les wilayas de l'Est du pays depuis hier après-midi, indique l'Office national de la météorologie (ONM) dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Placées au niveau de vigilance orange, les wilayas concernées par les pluies sont : Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, Souk-Ahras et Guelma, et ce, à partir d'hier 15h00 jusqu'à aujourd'hui à 15h00 au moins, avec des quantités estimées entre 30 et 50 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 60 mm, précise la même source.

Les pluies affecteront également les wilayas de Constantine, Mila, Sétif, Batna, Oum-El-Bouaghi, Khenchela et Tébessa, et ce, d'hier à 15h00 à aujourd'hui à 15h00, avec des quantités estimées entre 20 et 30mm. Des rafales de vent sous orages sont également prévues, ajoute l'Office, soulignant que le BMS du vendredi reste en vigueur.

K. L.

Office national de l'assainissement Plus de 17 000 opérations de désinfection pour la lutte contre le Covid-19

L'Office national de l'assainissement (ONA) s'implique chaque jour dans la lutte contre la pandémie de Covid-19.

Ainsi, il a procédé à la relance des opérations de désinfection et de nettoyage à travers toutes ses zones et unités, dès l'apparition des premiers signes de la deuxième vague, en exploitant toutes les ressources humaines et matérielles.

Cet engagement a contribué à la généralisation des opérations à plus grande échelle.

En coopération avec les autorités locales, l'environnement, les forêts, la Protection civile, les associations locales et étatiques, l'Office joue un rôle important à travers les opérations de désinfection qu'il mène sur les espaces publics, les rues et les quartiers résidentiels, les sièges d'institutions, les écoles et les hôpitaux. A cet titre, plus de 17 000 opérations de désinfection ont été effectuées depuis le début de la pandémie.

Au cours de ces opérations, des équipes d'agents ont été

engagées et tous les moyens matériels nécessaires ont été mobilisés, y compris les camions hydrocureurs, des pompes à eau et les produits de nettoyage et de désinfection.

En ce qui concerne le programme de travail, les opérations se poursuivent même de nuit, en particulier dans les endroits qui connaissent une forte affluence de citoyens. Il est à noter que ces opérations ont ciblé aussi de nombreuses zones d'ombre.

En plus de ces campagnes,

l'Office a mis en place un comité de suivi de l'évolution des cas de coronavirus dans l'entreprise, selon les instructions du ministère des Ressources en eau.

Ce comité fait le suivi de l'évolution des cas de contamination et donne des orientations pratiques afin d'éviter l'augmentation de la pandémie au sein de l'établissement, conformément au protocole sanitaire de lutte contre la maladie, il coordonne également les opérations de désinfection et les suit au quotidien.

R. N.

Pétrole/Prix

Les cours du pétrole terminent en hausse

■ Les cours du pétrole ont terminé en hausse vendredi, portés par l'espoir de vaccins contre le Covid-19 mais aussi par le souci des investisseurs de se positionner avant une semaine de Thanksgiving aux Etats-Unis où les échanges seront peu fournis.

Par Salem K.

Le contrat sur le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a gagné 1,72 % ou 76 cents par rapport à la clôture de jeudi, à 44,96 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour décembre a avancé de 0,98 % ou 41 cents, à 42,15 dollars.

Les deux cours de référence ont gagné autour de 4 % depuis le début de la semaine.

«Les inquiétudes concernant la demande, qui pèsent sur les prix depuis le printemps, font maintenant place à des espoirs de reprise économique, grâce notamment au lancement imminent des vaccins», a expliqué Eugen Weinberg, analyste de Commerzbank.

«Je ne lirais pas trop d'interprétation dans la séance d'aujourd'hui, alors que les courtiers prennent position avant une semaine de jour férié qui est d'or-



dinaire faible dans les échanges», a pour sa part affirmé Bill O'Grady de Confluence Investment. En outre, même si

les autorités sanitaires ont recommandé aux Américains d'éviter de voyager pour la fête traditionnelle familiale de

Thanksgiving, «ils sont aussi très têtus sur la question», prédit l'expert qui mise sur une semaine de déplacements quoique bien

moins que les années précédentes.

Les investisseurs restaient aussi attentifs à une possible mésentente au sein de l'Opep+.

«La discipline de production de l'Opep+, le principal facteur de soutien de l'offre, pourrait s'essouffler», a prévenu Eugen Weinberg, analyste de Commerzbank.

Les membres de l'alliance de pays producteurs, connus sous l'acronyme Opep+, se retrouveront à la fin du mois pour décider des quantités de brut qui reviendront sur le marché au 1^{er} janvier, ou plus tard.

La reprise des discussions budgétaires américaines étaient également de nature à soutenir les cours du brut, a estimé Jeffrey Halley de Oanda.

Les équipes des élus démocrates et républicains du Sénat et de la Chambre des représentants se sont réunies jeudi après-midi pour aborder la question d'un plan de relance. S. K.

Covid-19

Les compagnies aériennes auront besoin de 70 à 80 mds USD d'aides en plus

Les compagnies aériennes auront besoin de 70 à 80 milliards de dollars d'aides supplémentaires de la part des gouvernements pour survivre à la crise du Covid-19 qui épuise leurs trésoreries, a déclaré Alexandre de Juniac, directeur général de l'association internationale du transport aérien (Iata), au journal «La Tribune».

Le secteur a déjà reçu 160 milliards de dollars d'aides de la part des gouvernements, mais «pour les prochains mois, les besoins de l'industrie devraient être évalués à 70 à 80 milliards de dollars d'aides supplémentaires».

«Sinon des compagnies ne survivront pas», a estimé M. de Juniac dans un entretien à l'occasion du «Paris Air Forum», une rencontre dédiée au transport aérien.

«Plus la crise dure, plus les risques de faillites se précisent», a indiqué M. de Juniac. «Près de 40 entreprises sont en très grande difficulté ou en procédure de sauvegarde ou de faillite».

Depuis le début de la crise du nouveau coronavirus qui a cloué au sol la quasi-totalité de la flotte mondiale pendant plusieurs

semaines au printemps, les gouvernements ont apporté des aides aux compagnies sous diverses formes (prêts, aides directes, aides au maintien de l'emploi...). Mais avec l'émergence de la deuxième vague de coronavirus, le trafic peine à redémarrer et les compagnies vont continuer à enregistrer des pertes. Il est probable qu'elles

approchent cette année «les 100 milliards plutôt que les 87 milliards annoncés précédemment», selon M. de Juniac.

Interrogé sur une consolidation du secteur, le patron de l'Iata constate qu'il faudrait pour cela que «les compagnies aient les moyens de se racheter les unes les autres alors qu'elles sont en mode survie».

A terme, il juge cependant «probable» qu'il y ait «moins d'acteurs, du fait des faillites, et que ces acteurs soient un peu plus petits, parce qu'ils auront été obligés de se délester d'une grande partie de leur flotte ou de fermer des routes, ou d'avoir des programmes de vols plus limités».

«Nous aurons des acteurs

plus petits, mais probablement assez musclés, dynamiques, prêts à repartir. Et s'ils repartent, je pense que la reprise sera rapide et forte».

L'Iata se réunit à partir de lundi pour l'Assemblée générale annuelle de l'organisation, qui regroupe 290 compagnies aériennes dans le monde. S. K.

Budget/Indicateur

La Grèce table sur une chute de son PIB de 10,5 % en 2020

La Grèce a révisé les prévisions de contraction de son PIB pour 2020 en raison de la pandémie de coronavirus, tablant désormais sur une récession plus marquée, de 10,5 %, avant une croissance de 4,8 % l'an prochain, selon le projet du budget pour 2021 déposé vendredi au Parlement.

Début octobre, un pré-projet du budget prévoyait une contraction de 8,2 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2020 avant un rebond de 5,5 % en 2021, selon le ministère des Finances.

«Le projet du budget 2021 est élaboré malheureusement dans des conditions adverses et dans une ambiance incertaine due à la pandémie de Covid-19», explique le rapport ministériel du budget de l'Etat, qui doit être voté prochainement au Parlement.

En 2019, l'économie grecque avait enregistré une croissance de 1,9 %

Le ministère grec des Finances explique dans ce rapport que la croissance prévue en 2021 prend en compte les fonds européens qui doivent être alloués aux régions des pays membres du club de 27 dans le cadre du programme de relance post-Covid, baptisé «React-EU».

Au total, les mesures de soutien à l'économie grecque doivent atteindre 31,4 milliards d'euros dont 23,9 milliards concernent l'année 2020 et 7,5 milliards pour l'année 2021, détaille le projet de budget.

Début novembre, le gouvernement avait indiqué que le coût des mesures de soutien à l'économie grecque, affectée par le Covid-19, avait «déjà dépassé 6 % du PIB» alors que la moyenne en Europe était de 4 %.

Dans le sillage de la contraction de l'économie européenne due à la pandémie de coronavirus, le PIB grec a chuté de 15,2 %

au deuxième trimestre de cette année.

Après avoir perdu près d'un quart de son PIB pendant la décennie de la crise financière inédite ayant frappé le pays entre 2008 et 2018, la Grèce a renoué avec la croissance ces dernières années mais son économie reste toujours fragile.

La consommation privée devrait selon les prévisions chuter de 7,6 % en 2020 avant de revenir dans le vert l'an prochain (+3 %). Avec le taux de chômage déjà le plus élevé de la zone euro en 2019 (17,3 %), la Grèce s'attend encore à une hausse cette année, à 18,9 %, avant une baisse à 17,9 %. L'an prochain, selon une enquête des services des statistiques grecques, le déficit primaire grec doit atteindre 3,88 % du PIB en 2021, souligne le rapport du projet du budget.

Dila F.

Changes

L'euro en légère baisse dans un marché calme

L'euro reculait légèrement face au dollar dans un marché stoïque face aux négociations en cours au sein de l'Union européenne comme avec le Royaume-Uni.

L'euro cédait 0,14 % face au dollar à 1,1858 dollar pour un euro et 0,09 % face au yen à 123,08 yens pour un euro.

«Le conflit récent au sein de l'Union européenne ne suffit pas à déstabiliser

l'euro», a noté un analyste.

Alors que la Pologne et la Hongrie bloquent le plan de relance européen, cette question a été rapidement évacuée jeudi lors d'une réunion par téléconférence des dirigeants européens. «Si ce conflit se poursuit sur le long terme, cela pèsera sur l'euro», prévient le même analyste, qui juge cette hypothèse «improbable».

De même, alors que les négociations

entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur un accord commercial post-Brexit ont été interrompues jeudi à cause d'un cas de Covid-19 dans l'équipe européenne, les cambistes continuent de parier qu'un accord sera trouvé.

La livre montait (+0,30 % face à l'euro à 89,28 pence pour un euro, +0,15 % face au dollar à 1,3282 dollar pour un livre) alors que les ventes au détail ont continué

à augmenter en octobre au Royaume-Uni (+1,2 % sur un mois).

«C'est la preuve de la résistance des dépenses des particuliers, même face à des mesures de restrictions liées au Covid-19», a souligné un autre analyste, qui note, cependant, que le confinement total de l'Angleterre n'a débuté que début novembre.

R. E.

Selon Guterres

Une coalition mondiale pour des émissions nettes zéro d'ici à 2050 se dessine

■ Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré, vendredi, qu'une coalition mondiale pour des émissions nettes zéro d'ici à 2050 est en train de prendre forme, tout en appelant à davantage d'actions sur le front climatique.

Par Faten D.

«Une grande coalition, en expansion, favorable à des émissions nettes zéro d'ici à 2050 est en train de prendre forme», a déclaré le chef des Nations unies aux journalistes lors d'une conférence de presse hybride tenue au siège des Nations unies à New York. M. Guterres rencontrera les dirigeants du G20 en ligne au cours du week-end.

«D'ici le début de l'année prochaine, les pays représentant plus de 65 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone – et plus de 70 % de l'économie mondiale – auront très probablement pris des engagements ambitieux en matière de neutralité carbone», a-t-il déclaré.

«Ces engagements envoient

un signal clair aux marchés, aux investisseurs institutionnels et aux décideurs», a ajouté le Secrétaire général. Le chef de l'ONU a demandé aux pays développés de respecter leurs engagements en matière de financement de la lutte contre le changement climatique.

«Les pays du G20 doivent prendre des mesures décisives au sein des conseils d'administration des banques de développement multilatérales, régionales et nationales, pour les inciter à collaborer, à fournir un financement climatique concessionnel substantiel aux pays en développement, notamment pour l'adaptation et la résilience, et à repenser leur potentiel de mobilisation pour débloquer les billions détenus par les investisseurs institutionnels», a-t-il déclaré.

Il a appelé les pays du G20 à



Ph. : D. R.

mettre fin aux subventions en faveur des combustibles fossiles, à arrêter la construction de nouvelles centrales au charbon, à

assurer une information financière obligatoire sur l'exposition aux risques climatiques et à intégrer l'objectif de neutralité carbone

dans toutes les politiques et décisions économiques et fiscales.

F. D.

Climat

L'UE espère un nouvel engagement américain pour le multilatéralisme avant le G20

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a dit espérer vendredi un nouvel engagement des Etats-Unis en faveur du multilatéralisme, notamment contre la pandémie de Covid-19 et dans la lutte contre le réchauffement climatique, avec le président élu Joe Biden avant le G20.

«Tous les pays doivent mieux travailler ensemble pour améliorer la sécurité sanitaire mondiale (...). Jusqu'ici, les Etats-Unis n'ont pas voulu s'engager sur ce sujet. J'espère beaucoup que ça change-

ra maintenant avec le nouveau président élu», a déclaré M^{me} von der Leyen, à la veille d'un sommet du G20, selon des médias. «En fait, la nouvelle administration s'est déjà engagée à augmenter la coopération multilatérale, y compris dans le domaine de la santé», a souligné la présidente de l'exécutif européen, lors d'une conférence de presse. «Nous aurons besoin de mieux travailler ensemble au-delà de la pandémie actuelle. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) doit jouer un rôle-clé dans ce

domaine. Et oui, il faut qu'elle tire les leçons de cette pandémie et qu'elle améliore globalement son efficacité», a-t-elle ajouté. L'administration Trump – à laquelle Joe Biden a reproché de ne pas avoir géré correctement l'épidémie – a entamé les procédures pour se retirer de l'OMS, dont les Etats-Unis sont le principal contributeur. D'autre part, M^{me} von der Leyen a également évoqué la question du changement climatique : «L'an dernier, au G20, les Etats-Unis avaient brisé le consensus en s'opposant à l'Accord de Paris. Cette

année, je suis heureuse de voir que les Etats-Unis soutiennent les conclusions du sommet». «Nous nous attendons aussi à un nouvel élan de la part de la nouvelle administration américaine sur ce sujet, grâce à la déclaration du président élu selon laquelle les Etats-Unis réintégreront de nouveau l'Accord de Paris», a-t-elle dit.

L'Arabie saoudite accueillera ce week-end le sommet du G20 sous un format virtuel, malgré un menu chargé, notamment concernant les conséquences de la pandémie.

Hani Y.

Planète

Pourquoi les ouragans se feront plus intenses et plus longs ?

Parce que les ouragans sont alimentés par l'humidité des océans, ils perdent traditionnellement en puissance assez rapidement après avoir touché terre. Mais avec le réchauffement climatique, la donne pourrait changer, nous préviennent aujourd'hui des chercheurs. À l'avenir, des populations jusqu'alors protégées pourraient être durement touchées.

Elle se préparait tranquillement dans le nord-est de l'océan Atlantique. Ce lundi 9 novembre, elle avait pris suffisamment d'ampleur pour que les autorités décident de lui donner un nom. Thêta est ainsi devenu le 29^e ouragan nommé de la saison cyclonique 2020 dans l'Atlantique nord. Un record après les 28 enregistrés au cours de la saison 2005.

Un record en nombre, mais pas en violence. Seulement cinq de ces 29 phénomènes ont acquis le statut d'ouragans

majeurs. Avec des vents dépassant 178 km/h. Finalement, seuls Laura et Éta ont touché terre au sommet de leur intensité, en tant que tempête de catégorie 4. Pourtant, des chercheurs de l'Institut des sciences et des technologies d'Okinawa (Japon) affirment aujourd'hui qu'avec le réchauffement climatique, nous devons nous préparer à des ouragans qui, après avoir touché terre, resteront plus puissants, plus longtemps.

De nombreuses études avaient déjà montré une intensification des ouragans au-dessus de l'océan en réponse au changement climatique. Toutefois, c'est la première fois que des travaux portent spécifiquement sur les ouragans qui touchent terre. À l'avenir, ce ne sont donc désormais plus seulement les populations côtières qui devront s'organiser pour faire face à ce type d'événements extrêmes, mais également les communautés situées

plus à l'intérieur des terres. «Si nous ne parvenons pas à limiter le réchauffement climatique, les ouragans causeront de plus en plus de dommages et coûteront de plus en plus de vies», prévient Pinaki Chakraborty, chercheur à l'Institut des sciences et des technologies d'Okinawa, dans un communiqué.

Le graphique de gauche montre qu'en moyenne, les ouragans s'affaiblissent aujourd'hui plus lentement que les ouragans d'il y a 50 ans. Avec le résultat observé sur le graphique de droite que les ouragans pénètrent plus loin dans les terres, avec des intensités élevées.

Une question de température et d'humidité

Les chercheurs ont analysé les ouragans de l'Atlantique nord qui ont touché terre entre 1967 et 2018. Pour constater qu'alors que les ouragans s'affa-

blaissaient de 75 % le premier jour après leur atterrissage il y a 50 ans, ils ne faiblissent désormais plus que de 50 % dans le même temps. Des ouragans donc deux fois plus intenses et qui durent deux fois plus longtemps. Selon une loi qui semble suivre les variations de la température de la surface de la mer.

Des simulations informatiques le confirment. Plus que de la vitesse initiale des vents, le phénomène résulterait donc d'océans qui se réchauffent et transportent plus d'humidité. «Les ouragans sont des moteurs thermiques, tout comme les moteurs des voitures. Dans les moteurs de voiture, le carburant est brûlé et cette énergie thermique est convertie en travail mécanique. Pour les ouragans, l'humidité absorbée à la surface de l'océan est le "carburant" qui intensifie et soutient la puissance destructrice d'un ouragan, l'énergie thermique de l'humidité étant convertie en vents puis-

sants», explique Lin Li, auteur principal de l'étude, dans le communiqué de l'Institut des sciences et des technologies d'Okinawa.

Les chercheurs précisent le rôle dans ce phénomène de ce qu'ils nomment «l'humidité stockée» par les ouragans. Cette humidité qu'ils transportent et qui s'épuise lentement après qu'ils ont touché terre et n'ont donc plus accès à un approvisionnement en eau. Selon les chercheurs, les ouragans qui se développent sur des océans plus chauds peuvent absorber et stocker plus d'humidité, ce qui les empêche de s'affaiblir aussi rapidement. Et cette humidité stockée rend aussi les ouragans plus pluvieux.

Mais ces résultats devront être confirmés par d'autres études. Car ils restent à ce jour en désaccord avec la théorie existante sur les mécanismes d'affaiblissement des ouragans.

R. E.

Avec le maintien du confinement pour cause de Covid

Les artistes algériens continuent leurs activités en ligne

■ Les mesures de prévention contre la propagation du Covid-19 ont obligé les autorités à maintenir le confinement. Et comme les établissements culturels sont concernés par cette décision, les artistes se trouvent, encore une fois, obligés de trouver d'autres solutions pour continuer leurs activités artistiques et maintenir le lien avec leurs fans. Zahia Benzenghli, Abbas Righi, Lamia Ait Amara, Mohamed Cherif Saoudi, Fayçal Benkrizi et beaucoup d'autres artistes, partagent avec leurs fans des moments musicaux. Parmi les vidéos partagées, il y a celles qui sont enregistrées en cette période de confinement, d'autres sont des souvenirs artistiques à partager.

Par Abia Selles

La poursuite du confinement comme mesure de prévention contre la propagation du Covid-19 nous oblige de vivre une période où toute activité culturelle est reportée à une date ultérieure. C'est suite à cette situation sanitaire qui persiste que les salles de spectacles sont fermées. Cependant, les artistes en général et les chanteurs en particulier, utilisent les réseaux sociaux pour animer des spectacles virtuels et maintenir le lien avec leurs fans.

Sur Facebook, plusieurs vidéos sont partagées et à travers lesquelles le public découvre de nouvelles voix artistiques ainsi que des chansons et des clips récemment réalisés. Il y a aussi des artistes qui œuvrent à valoriser le patrimoine ancestrales en interprétant des textes des grands paroliers de jadis. Comme ces vidéos sont chaleu-

reusement accueillies par le public, beaucoup d'artistes sont allés jusqu'à ouvrir des chaînes sur Youtube.

Parmi les artistes les plus présents sur les réseaux sociaux, il y a les interprètes de musique andalouse Zahia Benzenghli, Fayçal Benkrizi, Abbas Righi, Lamia Ait Amara, Mohamed Cherif Saoudi et bien d'autres.

L'artiste Zahia Benzenghli n'est pas présente seulement dans des passages artistiques mais aussi avec des appels à la sagesse et des informations pour se protéger du Covid-19. Depuis le début de la pandémie, cette artiste a pris en charge la sensibilisation des citoyens sur le danger et la gravité de cette pandémie. Elle a même partagé les mesures de prévention contre cette pandémie tout en insistant sur la vigilance et le partage de l'information. Avec ses deux enfants musiciens, Ahmed et Lilia Kareb, elle a animé des prestations musicales de haute



facture. Il y a également le grand musicien Fayçal Benkrizi, de l'école de Mostaghanem, qui ne cesse de partager des passages artistiques de grands maîtres de la musique andalouse ainsi que de jeunes talents. La page Facebook de cet artiste est aussi

riche en textes poétiques de grands paroliers.

Pour sa part, l'artiste Abbas Righi de Annaba est très actif sur les réseaux sociaux. Il partage souvent des interprétations musicales en revisitant des textes inédits de notre patrioi-

ne andalou. Il est à noter que d'autres artistes de différentes disciplines artistiques partagent des moments de créativité et de passion avec leur fans en cette période de confinement pour cause de Covid-19.

A. S.

«Boussouf et le Malg, la face cachée de la révolution»

Une publication de Dahou Ould Kablia

DANS SON ouvrage intitulé «Boussouf et le Malg, la face cachée de la révolution», Dahou Ould Kablia, qui a occupé une place de premier plan dans la hiérarchie du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (Malg) livre une vision de l'intérieur de cette organisation et revient sur la création et le fonctionnement de cette dernière. Ces mémoires de 389 pages publiées récemment aux éditions Casbah émanent d'un «devoir de mémoire» des membres de l'association des anciens du Malg qui s'étaient fixés l'objectif de «restituer l'histoire de ce département et de son dirigeant Abdelhafid Boussouf» qui n'a laissé aucun témoignage écrit. Après de brèves biographies de l'auteur et de Abdelhafid Boussouf, l'ouvrage s'intéresse aux origines du Malg en remontant aux services de renseignements au sein de l'Organisation secrète (OS) fondée en 1947 qui avait confié son service à Omar Ben Mahdjoub, avant que le renseignement ne devienne une nécessité aux yeux de Larbi Ben M'hidi, entre 1955 et 1956 «pour connaître les ennemis du FLN».

D. R.

Prix Goncourt

Remise le 30 novembre

Le jury du prix Goncourt a fixé la date du 30 novembre pour la remise du plus prestigieux des prix littéraires français, misant sur la réouverture prochaine des librairies... En effet, alors que les librairies demeurent fermées en France à cause des mesures sanitaires pour lutter contre la pandémie de Covid-19, le jury du prix Goncourt a annoncé, vendredi 13 novembre, que la remise du prestigieux prix littéraire se déroulerait le 30 novembre. Cette annonce intervient alors que le gouvernement envisage une réouverture prochaine des librairies. «Les académiciens

Goncourt se sont réunis ce vendredi 13 novembre au matin par visioconférence et, suite aux propos du Premier ministre de la veille, annoncent qu'ils proclameront le prix Goncourt 2020 lundi 30 novembre», a indiqué l'Académie Goncourt dans un communiqué. Jeudi, le Chef du gouvernement, Jean Castex, a laissé entrevoir la possibilité d'une réouverture des commerces «non essentiels» à partir du 1^{er} décembre. Les académiciens Goncourt ont souhaité anticiper une issue heureuse pour les libraires. «Tous tiennent à ce que chacune et chacun puisse acheter des livres pour les fêtes

de fin d'année. Cette date du 30 novembre, qui devrait précéder – enfin – la réouverture essentielle des librairies, permettra aux libraires d'être approvisionnés à temps», ont-ils ajouté. Le Goncourt, le plus prestigieux des prix littéraires français, devait initialement être remis le 10 novembre. Mais le 29 octobre, à la veille du début d'un deuxième confinement qui signifiait l'obligation pour les librairies de fermer leurs portes, l'Académie Goncourt avait indiqué qu'elle le reportait «à une date indéterminée». «Pour les académiciens, il n'est pas question de la remettre pour qu'il bénéficie à d'autres pla-

teformes de vente», avait-elle dit. Parmi les autres prix, certains ont suivi cette ligne, comme le Renaudot, traditionnellement remis le même jour, ou l'Interallié, ainsi que le Goncourt des lycéens. Mais d'autres ont préféré maintenir leur date, et le Femina et le Médicis par exemple ont été remis respectivement les 2 et 6 novembre. Les libraires ont le droit de vendre par correspondance ou sur leur pas de porte des ouvrages précommandés. «En attendant, merci aux lecteurs de privilégier pour leurs achats de livres, le click and collect des librairies», a souligné l'Académie Goncourt.

F. H.

Pour encourager les gens à la lecture

Une bibliothèque principale de lecture publique bientôt à Boumerdès

La bibliothèque principale de lecture publique de la ville de Boumerdès sera réceptionnée «prochainement», a-t-on appris, mercredi, du directeur de la culture de la wilaya, Abdelaali Kouidid.

«Le projet, doté d'une enveloppe de pas moins de 350 millions de dinars, est au stade de finalisation des travaux d'aménagement et d'équipement, qui prendront bientôt fin. La réception de l'établissement dans sa totalité interviendra à la fin d'année en cours, ou en début d'année prochaine», a déclaré, à

l'APS, M. Kouidid.

Construit en plein centre-ville de Boumerdès sur une assiette de près de 4 500 m², cet établissement culturel, dont l'architecture associe le style ancien et moderne, fait partie des «plus belles et plus grandes bibliothèques à l'échelle nationale», a-t-il ajouté. Construit en cinq étages, il compte une salle de conférences (250 places), des salles de lecture et d'Internet, des ateliers artistiques et scientifiques et d'autres espaces de détente et de recherche, a-t-il fait savoir. Une opération pour l'équi-

pement de cette bibliothèque principale de lecture publique, avec plus de 18 000 ouvrages, englobant entre 5 000 et 6 000 titres dans différents domaines, est actuellement en cours et auxquels s'ajoutent des dons du ministère de tutelle et de la Bibliothèque nationale.

Cet établissement, auquel seront rattachées les bibliothèques urbaines, semi-urbaines et rurales de la wilaya, va adopter le système de numérisation pour son fonctionnement et sa gestion, tout en exploitant les réseaux sociaux dans la promo-

tion de ses activités, a, par ailleurs, souligné M. Kouidid.

«Une fois opérationnelle, cette nouvelle bibliothèque ne sera pas soumise aux horaires administratifs dans son fonctionnement, car ses espaces seront ouverts aux étudiants et aux employés qui pourront s'y rendre à la fin des cours ou à la sortie du travail», a précisé la même source, signalant la programmation au niveau de cet établissement culturel de journées et cafés littéraires et autres soirées poétiques.

M. K.



Afghanistan

Au moins huit morts dans des explosions au centre de Kaboul

■ Au moins huit personnes ont été tuées hier, par des roquettes qui se sont abattues sur le centre de Kaboul, près de la Zone verte où se trouvent ambassades et compagnies internationales, ont indiqué des sources gouvernementales.

Par Mourad M.

«Vers 8h40 ce matin, les terroristes ont tiré 23 roquettes sur la ville de Kaboul. Selon les informations initiales, huit personnes ont été tuées et 31 autres blessées», a déclaré le porte-parole du ministre de l'Intérieur, Tariq Arian. Le porte-parole de la police de la capitale afghane, Ferdaws Faramarz, a confirmé ces détails et ce bilan. Les explosions se sont produites dans des zones densément peuplées, notamment à proximité de la Zone verte centrale et dans un quartier du nord. L'une des roquettes a également atterri sur le centre médical Sana, un hôpital de la capitale. «Le choc a brisé des fenêtres et tables, et endommagé le mur. J'ai appelé au secours (...) pour évacuer les enfants qui se trouvaient dans l'hôpital», a raconté à l'AFP Mariam Rahimi, 26 ans, une infirmière présente lors de l'explosion. «J'ai été propulsée contre le mur par le choc. J'ai encore peur et mal à la tête», a-t-elle ajouté. L'ambassade ira-

nienne a annoncé sur Twitter que son bâtiment principal avait été endommagé par les fragments de roquette, mais qu'aucun de ses employés n'a été blessé. Aucune revendication n'a pour l'heure été émise, mais des responsables du gouvernement afghan ont accusé les talibans. Zabihullah Mujahid, porte-parole des insurgés, a cependant déclaré que l'attaque n'avait «rien à voir» avec le groupe. «Nous ne tirons pas à l'aveugle sur des lieux publics», a-t-il ajouté. Ross Wilson, le chargé d'affaires américain à Kaboul, a quant à lui condamné l'attaque sur Twitter. «Les États-Unis vont continuer à travailler avec nos partenaires afghans pour éviter ce type d'attaques», a-t-il écrit. Des alarmes ont retenti du côté des ambassades et des entreprises dans et autour de la Zone verte, un quartier fortifié qui abrite des dizaines de compagnies internationales et leurs employés. Le ministère de l'Intérieur a par ailleurs déclaré que deux petites explosions de «bombe collante» avaient été

signalées plus tôt hier matin, dont une qui a frappé une voiture de police, tuant un policier et en blessant trois autres. L'attaque survient avant les rencontres prévues cette semaine à Doha, capitale du Qatar, entre le secrétaire d'État américain Mike Pompeo et les négociateurs des talibans et du gouvernement afghan, qu'il doit voir séparément. Une vague de violence secoue l'Afghanistan depuis des mois. Les talibans se sont engagés à ne pas attaquer les zones urbaines aux termes d'un accord de retrait de l'armée américaine, mais les autorités de Kaboul ont accusé les insurgés ou leurs épiques d'autres attaques récentes dans la capitale. Plus tôt dans la semaine, le Pentagone a annoncé le retrait prochain de quelque 2 000 soldats d'Afghanistan, accélérant ainsi le calendrier établi lors d'un accord signé en février à Doha entre Washington et les talibans qui entérinait le retrait complet des troupes à la mi-2021. Le Président Donald Trump a promis à plusieurs reprises de



PH. > D. R.

mettre fin aux «guerres sans fin», y compris en Afghanistan, la plus longue intervention de l'histoire américaine, lancée après les attentats du 11 septembre 2001. Le président élu Joe Biden, sur un rare terrain d'entente avec Donald Trump, souhaite également mettre fin à la guerre en Afghanistan. Les négociateurs des talibans et du gouvernement afghan ont lancé des pourparlers de paix à la mi-septembre, au Qatar, mais les progrès ont été

lents. Des responsables ont toutefois déclaré à l'AFP vendredi qu'une percée devrait être annoncée dans les prochains jours. Au cours des six derniers mois, les talibans ont mené 53 attentats-suicides et déclenché 1 250 explosions, qui ont fait 1 210 morts et 2 500 blessés parmi les civils, a déclaré cette semaine le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Tariq Arian.

M. M.



Commentaire

Paradigme

Par Fouzia Mahmoudi

Finale, le deuxième confinement aura été l'occasion pour le Président français de regagner un peu en popularité auprès de ses concitoyens, alors qu'une prochaine crise économique s'annonce très brutale et que les mouvements sociaux, s'ils sont à l'arrêt aujourd'hui, risquent dans les mois à venir de se multiplier tant les restrictions dues à la crise sanitaire ont aujourd'hui tué des milliers de commerces et d'entreprises. Mais pour le moment, selon la dernière vague du baromètre mensuel Odoxa, publié cette semaine, Emmanuel Macron s'en sort plutôt bien et prend même le large sur Jean Castex. En progrès de +2 points, le Président culmine à 43 % d'opinions favorables, tandis que son Premier ministre perd 2 points et tombe à 35 %. «Cela représente respectivement +5 et -5 points à l'un et l'autre depuis la rentrée», indique le sondeur Gaël Sliam, selon qui «le jeu de vases communicants se poursuit au sommet de l'exécutif». Et pour cause, depuis sa nomination à Matignon en juillet, Jean Castex peine à imposer son autorité sur les fortes têtes de son gouvernement. Ce sondage place également Edouard Philippe en tête de la «cote d'adhésion» des personnalités politiques (51 %), avec 18 % de «soutiens» et 33 % des personnes interrogées qui «éprouvent de la sympathie» pour lui. Cette progression confirme la tendance observée depuis qu'il a regagné en juin dernier sa mairie du Havre, à l'occasion des dernières élections municipales. Enfin, cette enquête révèle que la candidature de Jean-Luc Mélenchon (LFI) à la présidentielle est «désapprouvée par plus de deux Français sur trois» (67 %), considérant qu'elle serait un «handicap pour la gauche» (67 %). «Son image s'est nettement dégradée depuis la dernière présidentielle», est-il relevé. Chez les seuls «sympathisants de gauche», Jean-Luc Mélenchon reste celui qui bénéficie de la plus importante «cote d'adhésion» (52 %), devant Edouard Philippe (49 %) et Christiane Taubira (48 %). Mais en prenant en compte l'ensemble des sondés, il est «la personnalité suscitant le plus de rejet» (51 %) devant Marine Le Pen (50 %). La crise sanitaire et la très probable crise financière qui la suivira pourraient bien chambouler toute la scène politique et mettre en avant des personnalités qui jusqu'à aujourd'hui avait du mal à briser le plafond de verre. Marine Le Pen, si elle arrive à bien mener sa barque, pourrait ainsi réussir à susciter l'adhésion d'une partie des Français désabusés par les politiques traditionnelles et par le changement promis par le macronisme et pourraient donc se tourner en dernier recours vers le Rassemblement National pour espérer changer le même vieux paradigme qui régit leur pays depuis maintenant des décennies.

F. M.

Soudan

Les terribles conditions de vie des réfugiés éthiopiens

Dans un vaste centre d'accueil au Soudan, des Ethiopiens ayant fui le conflit au Tigré attendent devant une école transformée en structure d'aide humanitaire afin d'obtenir de la nourriture, de l'eau ou des vêtements. Beaucoup ont échappé aux bombardements, aux tirs et aux attaques au couteau dans le nord de l'Éthiopie avec pour seuls vêtements ceux qu'ils portaient sur eux, abandonnant leur paisible vie d'agriculteurs et perdant dans leur fuite la trace d'êtres chers. L'ONU a déploré mardi une «crise humanitaire à grande échelle» à la frontière entre le Soudan et l'Éthiopie, que des centaines de gens fuient chaque jour à cause de l'opération militaire lancée par les autorités au Tigré le 4 novembre. «Je me suis enfui avec ces vêtements et je les porte depuis mon arrivée au Soudan il y a près de deux semaines», raconte à l'AFP Babosh Alamshed, 21 ans, en montrant son T-shirt rouge taché et son pantalon noir usé. «Regardez ce que la guerre a fait de nous. Nous mourons de faim et ce que nous recevons, c'est quasiment rien», ajoute le jeune homme, arrivé au Soudan après trois jours de marche exténuante. Il fait partie de la masse de réfugiés patientant à l'extérieur du point de distribution du «Village 8», un centre de transit près de la frontière, pour recevoir des vêtements, du savon et autres articles de première nécessité. Sous une chaleur

accablante, les gens s'agitent et se bousculent pour entrer dans le bâtiment. À l'entrée, des militaires soudanais tentent de garder le contrôle en repoussant la foule avec des bâtons. Mais après plusieurs heures d'attente vendredi, des réfugiés ont brisé les portes métalliques du dépôt et se sont précipités à l'intérieur pour se servir. Le Soudan, qui souffre d'une grave crise économique, a été pris au dépourvu. Malgré leur pauvreté, les régions de l'est du pays proches de la frontière cherchent à aider. Quelque 36 000 Ethiopiens ont déjà gagné le Soudan, selon la Commission des réfugiés du Soudan. L'ONU s'attend à ce que 200 000 personnes fuient dans les six prochains mois. Le «Village 8» accueille entre 14 000 et 15 000 réfugiés, assure Fouad Tesfay, membre de l'association de développement du Tigré, basée à Khartoum. «Et chaque jour le nombre augmente». De gros sacs de sorgho, des bouteilles d'huile et du sel sont arrivés au centre de distribution. Avec ces quelques ingrédients, les réfugiés préparent une sorte de bouillie. Ces victuailles «suffisent à peine pour 2 000 ou 3 000 personnes, certainement pas aux besoins de tous les gens ici. Nous manquons de ressources», déplore un travailleur humanitaire tout en déchargeant la marchandise d'un camion. Le Programme alimentaire mondial a lancé vendredi un appel pour récolter 24,6 millions de dollars afin de «répondre aux besoins

immédiats des réfugiés arrivés au Soudan». Dans le centre de secours, des mères portant leur bébé sur le dos se fraient un chemin à travers la foule pour se procurer des vêtements chauds pour leurs enfants. «Nous recherchons de la nourriture, de l'eau, des vêtements pour nous enfants. Avez-vous vu à quel point il fait froid ici la nuit ? Il fait un froid insupportable», confie Abrash Harago, mère de cinq enfants. Un peu plus loin trois jeunes hommes se battent soudain pour un pantalon tandis qu'un réfugié handicapé se déplaçant avec des béquilles tombe au sol en tentant d'attraper des vêtements. Loin de ce chaos, de nombreux réfugiés dorment sur des tapis en lambeaux ou à même le sol dans des abris en brique. Ces habitations misérables, aux toits de fortune et au sol boueux, peuvent accueillir une dizaine de personnes au maximum. Les toilettes et l'eau pour se laver font cruellement défaut et les réfugiés font leurs besoins dans les prairies environnantes. «C'est comme si nous étions des animaux ici», lance Adam Mahmoud. Des femmes et des enfants ont percé une canalisation d'eau alimentant une mosquée pour étancher leur soif, se laver et remplir des bouteilles. «Il n'y a pas de mot pour décrire les scènes dont nous sommes témoins», se lamente Fouad Tesfay, montrant des enfants séparés des leurs pendant la longue marche à travers l'Éthiopie.



Abdelkrim Medouar

«La LFP prête à prendre en charge les tests PCR des clubs»

LE PRÉSIDENT de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a indiqué vendredi que son instance était prête à prendre en charge les tests PCR de dépistage du Covid-19, pour l'ensemble des clubs de la Ligue 1 professionnelle, à une semaine du coup d'envoi de la saison 2020-2021. «La LFP s'attelle à trouver des solutions pour un bon déroulement de la saison footballistique qui s'approche à grands pas. Nous sommes disposés à prendre en charge les tests PCR des clubs durant tout l'exercice, soit 1 000 personnes, entre joueurs et staffs, par journée de championnat. Les pouvoirs publics doivent nous aider à faire réussir cette démarche, en garantissant ce type de tests dans chaque wilaya», a indiqué Medouar à la Radio nationale. Après huit mois d'attente pour cause de pandémie de coronavirus (Covid-19), le football algérien a repris ses droits hier, avec le déroulement de la Supercoupe d'Algérie entre l'USM Alger et le CR Belouizdad au stade 5-Juillet (20h30), suivie une semaine plus tard par le

début du championnat, fixé au week-end du 27-28 novembre.

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF), réuni jeudi, a fini par trancher définitivement le système de compétition, en maintenant un championnat à 20 clubs et 38 journées. «La compétition débutera la semaine prochaine. La phase aller sera bouclée le 2 mars. C'est tout à fait normal que la saison soit clôturée en juillet ou au plus tard en août, soit en pleine période de grosses chaleurs. Nous sommes obligés de terminer la saison en été pour des raisons exceptionnelles», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : «La programmation sera élaborée en concertation avec la Télévision nationale, dans le but de retransmettre le maximum de matchs. Nous allons disputer cinq journées en décembre prochain. Les clubs engagés dans les compétitions continentales verront leurs matchs avancés ou décalés, tout sera fait dans la règle de l'art. Programmer 38 journées paraît énorme, mais on finira par y arriver».

O Lyon

Benlamri pas encore «à 100 %»

RUDI Garcia, le coach de l'Olympique Lyonnais, a affirmé que l'international algérien, Djamel Benlamri, pourrait aider les Gones une fois qu'il aura retrouvé le meilleur de sa forme. «Benlamri pourra nous aider quand il sera à 100 %», a confié le coach lyonnais, ce vendredi, en conférence de presse d'avant-match. Les Lyonnais se

déplaceront à Angers, aujourd'hui, pour y affronter le SCO pour le compte de la 11^e journée de Ligue 1. Pour rappel, Djamel Benlamri a été utilisé, il y a quelques jours, par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, durant la double confrontation face au Zimbabwe pour le compte des éliminatoires de la CAN 2021.

CS Constantine

Amrane incertain pour le coup d'envoi du championnat

L'ATTAQUANT du CS Constantine, Faik Amrane, s'est blessé jeudi lors du match amical ayant opposé son équipe au CA Bordj Bou-Arréridj (0-0), et semble donc incertain de participer à la première journée de championnat, prévue le week-end prochain.

Le buteur de 23 ans s'est blessé à la cuisse droite et a quitté le terrain du stade Ben Abdelmalek de Constantine avec une grosse poche de

glace sur la partie douloureuse de sa jambe.

Pour l'heure, le vieux club constantinois a évité de spéculer sur la durée d'indisponibilité de son joueur, préférant attendre que ce dernier passe des examens plus approfondis, pour être fixé.

La saison 2020-2021 de L1 débutera pendant le week-end du 27-28 novembre. Le CSC jouera son premier match à domicile, face au nouveau promu WA Tlemcen.

Match amical

L'USB l'emporte face à l'ASO

L'US BISKRA s'est imposée vendredi face à l'ASO Chlef (2-1), en match amical préparatoire disputé à Alger, en vue du coup d'envoi de la Ligue 1 professionnelle de football, prévu le week-end du 27-28 novembre.

Dans une rencontre jouée en trois mi-temps de 30 minutes chacune, l'USB a marqué ses buts grâce à Heriat et Chibane, alors que l'unique réalisation des Chélifiens a été l'œuvre de Ben Zaza.

L'USB entamera la nouvelle saison 2020-2021 en recevant le nouveau promu JSM Skikda, alors que l'ASO se rendra à l'Est du pays pour affronter le NC Magra.

Ligue des champions d'Afrique

Le MCA en regroupement à Aïn Benian

■ Le Mouloudia d'Alger est en regroupement au Centre de l'hôtellerie de Aïn Benian, à Alger, en prévision du match face aux Buffles du Borgou du Bénin pour le compte du match aller du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique.



Les Rouge et Vert préparent le match de la LDC

Par Mahfoud M.

C'est le staff technique qui a demandé ce stage pour permettre une meilleure concentration des joueurs pour ce match qui reste très important, surtout qu'il s'agit de l'entame de la plus prestigieuse des compétitions africaines qui doit être réussie. Il faudra bien négocier ce match avant de consolider ensuite la qualification pour le prochain tour lors du match retour qui se jouera au stade 5-Juillet, à Alger. Le driver des Rouge et Vert, Nabil Neghiz,

attend beaucoup de ses pouillains lors de ce match et souhaite arracher la qualification déjà au match aller, en tentant de l'emporter sur le terrain de l'adversaire, même s'il sait que ce ne sera pas une sinécure et qu'il faudra une concentration maximale des joueurs. Pour ce qui est des éléments qui devraient prendre part à cette rencontre, Neghiz a retenu 24 joueurs, sachant que tout reste possible avec cette pandémie et que la contamination de certains d'entre eux n'est pas à écarter. C'est pour cela qu'il devra prendre des joueurs supplémen-

taires pour parer à toute surprise. Le plus important pour lui est que tout le monde soit prêt pour relever le défi lors de ce match. Par ailleurs, la LFP a confirmé le report du premier match qui devait opposer le Mouloudia à l'USM Bel-Abbès, étant donné que le club est engagé en LDC et doit être mis dans les meilleures conditions possibles pour réussir cette entrée en matière. Il se pourrait même que la Ligue lui reporte un second match pour lui permettre de jouer le match retour face aux Bénéinois sans aucune pression.

M. M.

Djamel Belmadi

«Belaïli pouvait facilement jouer à Tottenham ou à l'Atletico Madrid»

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a estimé que l'ailier international Youcef Belaïli, mis à l'écart des «Verts» pour manque de compétition, pouvait prétendre à jouer au moins «à Tottenham ou à l'Atletico Madrid», se disant «fâché» par la gestion de la carrière du joueur. «Le seul souci de Belaïli est la constance. Un talent de Youcef ajouté au professionnalisme d'Aïssa Mandi auraient permis au joueur d'évoluer au moins à Tottenham ou à l'Atletico Madrid. Je suis sûr de ce que je dis. Il a tellement de talent. J'aurais voulu qu'il soit plus constant, avoir un bon environnement autour de lui, qu'il comprenne qu'une carrière n'est qu'une seule fois, puis tout est terminé, qu'il ne faut pas avoir de regrets à la fin de sa

carrière. C'est ça ce qui fait un peu mal», a indiqué Belmadi vendredi sur les ondes de la Radio nationale. Entré en conflit avec son club saoudien du Ahly Djeddah, Belaïli (28 ans) a fini par résilier son contrat, lui qui n'a plus joué depuis plusieurs mois. Il vient de trouver un point de chute en rejoignant le Qatar SC, pour un contrat de deux saisons. Les conséquences ont été lourdes pour le natif d'Oran, qui s'est retrouvé loin des plans de Belmadi. Ce dernier ne l'a pas retenu pour les quatre derniers matchs des «Verts», dont deux face au Zimbabwe, disputés les 12 et 16 novembre dans le cadre des qualifications de la CAN-2021. «Je l'avais relancé pour le bien de tout le monde, car je connais ses qualités. Il s'est formidablement bien relancé en réalisant une belle CAN-

2019, il a été performant. Mais il a fini par retomber dans ses travers, ça me fait doublement mal et ça me fâche pour mon pays, pour le groupe. J'ai toujours du mal à le digérer. C'est un gentil garçon, je l'aime beaucoup, j'ai de l'affection pour lui. Il est capable de hisser son niveau d'implication quand il le veut», a-t-il ajouté. Avant de conclure : «C'est un joueur qui a son importance dans le groupe, il le sait, ça ne tient qu'à lui de se remettre sérieusement au travail et d'être performant. Ce qui m'intéresse désormais, c'est ce qu'il va faire maintenant, pour voir s'il peut revenir ou non en sélection. Belaïli doit comprendre d'une manière définitive qu'il faut arrêter d'être dans des hauts et des bas qui empêchent sa progression et sa constance dans le haut niveau».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ammar Belhimer, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement

Un programme d'action pour la révision des cadres juridiques

LE MINISTRE de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer a annoncé, hier, que son département avait entamé la mise en œuvre d'un programme d'action reposant essentiellement sur la révision des cadres juridiques régissant le secteur, notamment la loi organique de l'information, la loi sur l'audiovisuel et la généralisation de la numérisation du secteur. Dans un entretien diffusé sur le site électronique «Inter News», le ministre a fait savoir que son département avait lancé la mise en œuvre de ce programme à travers des activités et des rencontres, dont l'organisation d'ateliers thématiques, sauf que ces activités ont été reportées, en raison de la conjoncture sanitaire due à la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus. «Nous tentons de trouver des formules alternatives pour poursuivre les réformes», a-t-il dit. «Il faut prendre en considération que les réformes arrêtées par le ministère de la Communication dépendent désormais de la révision de la Constitution et de ce qui en découlera comme lois organiques et lois ordinaires», considère M. Belhimer. Pour ce qui est de la carte de presse professionnelle, le ministre a précisé que cela exige l'élaboration d'un arrêté portant création d'une commission provisoire chargée de l'attribution de la carte et l'organisation d'élections pour l'installation d'une commission permanente chargée de l'attribution de la carte de presse professionnel. A une question sur les lois régissant le secteur et «le retard» dans la publication du cahier des charges de l'audiovisuel, le ministre a précisé que les textes régissant l'audiovisuel «existent», rappelant qu'ils ont été publiés en 2016. Le ministre a rappelé, à

ce propos, le décret exécutif 16-220 du 11 août 2016 fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre de l'appel à candidature pour l'octroi de l'autorisation de création d'un service de communication audiovisuelle thématique, ainsi que le décret exécutif 16-222 du 11 août 2016 portant cahier des charges générales fixant les règles imposables à tout service de diffusion télévisuelle ou de diffusion sonore. M. Belhimer a annoncé que le secteur de la communication «a entrepris l'élaboration du projet de décret exécutif régissant l'activité des agences de communication, aussi bien que du projet d'arrêté portant appel à candidature pour l'ouverture de services audiovisuels de droit algérien, diffusés via le satellite algérien +ALCOM SAT1+ ». Concernant l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) qui a connu récemment un changement à sa tête, le ministre a précisé que «celle-ci n'est pas l'unique institution qui a connu ou qui vas connaître un tel changement tant dans le secteur de la communication que dans d'autres secteurs et institutions», indiquant que «l'Etat demeure fort de ses institutions d'autant que les efforts individuels se complètent», en ce sens qu'«investir dans toutes les contributions est à même de constituer des ajouts devant développer la performance de l'institution en permanence». Pour ce qui est de la révision des critères d'accès à la publicité publique pour les journaux nationaux, M. Belhimer a indiqué que «ces règles, au nombre de 15, fixant l'accès à la publicité publique pour les journaux qui remplissent ces conditions et ces critères objectifs, entreront en vigueur à partir de janvier 2021». R. N.

Algérie/Union pour la Méditerranée

Entretien téléphonique entre Sabri Boukadoum et le SG de l'UPM

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a eu un entretien téléphonique avec le secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UPM), Nasser Kamel, avec lequel il a échangé sur les perspectives de la coopération bilatérale, indique, hier, un communiqué du ministère. «L'entrevue a été une occasion pour les deux responsables d'échanger sur la coopération bilatérale entre l'Algérie et cette Organisation régionale, ainsi que sur les perspectives de son renforcement», précise le ministère des Affaires étrangères. Au cours de cet entretien, le

ministre et le secrétaire général de l'UPM ont abordé l'état des préparatifs du 5^e Forum régional de l'UPM, prévu le 27 novembre 2020.

Cet événement, faut-il le souligner, coïncide cette année avec la célébration du 25^e anniversaire du processus de Barcelone, souligne le communiqué. Dans ce cadre, Nasser Kamel a exprimé sa «satisfaction concernant la participation active et qualitative de l'Algérie aux dernières activités de l'UPM, organisées dans le cadre des efforts régionaux pour faire face efficacement aux impacts socio-économiques de la crise induits par la propagation



Djalou@hotmail.com

Algérie/ Italie

Deux Algériens reçoivent la distinction «Chevalier de l'Etoile d'Italie»

■ Deux citoyens algériens, Ferial Gasmî Issiakhem et Samir Kerkache, ont reçu récemment la distinction italienne de «Chevalier de l'étoile d'Italie», indique un communiqué de l'ambassade d'Italie à Alger.

Par Meriem N.

L'architecte Ferial Gasmî Issiakhem a reçu cette distinction pour «les liens étroits qu'elle a cultivés avec l'Italie dans le domaine de l'architecture et des arts» à travers de nombreuses «initiatives de haut niveau». Les projets de l'architecte comportent également un aspect «social, éthique, économique et de développement

durable». Pour sa part, Samir Kerkache a reçu cette distinction comme couronnement de vingt ans de carrière au niveau de la compagnie aérienne italienne. L'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara, a remis les honneurs de l'Ordre de l'Etoile d'Italie décernés par le président de la République Sergio Mattarella sur proposition du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération inter-

nationale, Luigi Di Maio, explique le communiqué. L'Ordre de l'Etoile d'Italie est le deuxième honneur civil de l'Etat italien, réservé aux citoyens italiens et étrangers qui, à l'étranger, ont acquis des mérites particuliers dans la promotion des relations d'amitié et de collaboration entre l'Italie et le pays dans lequel ils opèrent et dans la promotion des liens avec l'Italie.

M. N.

Tlemcen

Affectation du centre pour insuffisants respiratoires et d'une cité U. aux malades de Covid

Deux nouvelles structures, à savoir l'hôpital pour jeunes insuffisants respiratoires qui dispose de 120 lits équipés et d'oxygène et une cité universitaire de 1 000 lits, ont été affectés au secteur de la Santé de la wilaya de Tlemcen par les autorités locales, afin d'augmenter les capacités actuelles d'accueil et de prise en charge des personnes affectées par le coronavirus. L'hôpital des

insuffisants respiratoires de 120 lits, implanté sur les hauteurs du plateau «Lalla Setti», a été totalement équipé en installations d'oxygène et en lits pour parer à toute augmentation du nombre de contaminations et contribuer à la prise en charge de tous les malades, a indiqué, hier, le wali de Tlemcen, Amoumène Mermouri, lors d'une visite sur place. Par ailleurs, le secteur universitaire a mis à la disposition du secteur de la Santé une cité universitaire de 1 000 lits. Cet espace ne dispose pas d'installations d'oxygène

mais servira au confinement des malades qui n'ont pas les moyens de s'isoler chez eux. «La prise en charge sur le plan de l'hébergement et de la restauration sera assurée sur place toute la durée du confinement», a indiqué le directeur de wilaya de la santé, Boukhar Mansour. La capacité du Centre hospitalier-universitaire de la wilaya de Tlemcen est estimée à l'heure actuelle à 200 lits équipés du nécessaire pour recevoir et prendre en charge les malades de Covid-19, a-t-il fait savoir. O. N.

Journée internationale des droits de l'enfant

Programme de partenariat avec l'Unicef

LA MINISTRE de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a annoncé, hier à partir de Tipasa, un programme de partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour la promotion de l'enfance et prendre plus soin de cette catégorie vulnérable. «Ce projet de partenariat vise à promouvoir les droits de l'enfant et l'habiliter à des postes de responsabilité futurs, suivant une stratégie et des normes internationales en partenariat avec l'Unicef», a indiqué le ministre,

dans une déclaration en marge de sa participation à la campagne nationale de reboisement dont le coup d'envoi a été donné par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à partir de Tipasa, et ayant coïncidé avec la Journée internationale des droits de l'enfant. Le représentant de l'Unicef en Algérie, Isselmou Boukhari, a exprimé, à l'occasion, ses remerciements au gouvernement algérien pour son invitation à participer à cette Journée nationale de reboisement et à la Journée internationale des droits de l'enfant. L. M.

R. I.